

ÉTUDE  
DE CAS

2



## IMPACT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, DE LA DEGRADATION ENVIRONNEMENTALE ET DES CONFLITS SUR LES JEUNES DE LA COMMUNE DE MADAROUNFA AU NIGER

SUPERVISÉE PAR :

M. ALMOUSTAPHA BOUBACAR

ASSISTANTE SUPERVISEUR :

MME HAMADOU NADIA

CERCLE DEV



# Contents

|   |   |           |
|---|---|-----------|
| → | <b>SIGLES ET ABBREVIATIONS .....</b>  | <b>3</b>  |
|   | <b>Resumé de l'étude .....</b>  | <b>4</b>  |
|   | <b>1. Introduction .....</b>  | <b>5</b>  |
|   | <b>2. Contexte du pays.....</b>   | <b>7</b>  |
| → | 2.1 Niveau national.....  | 7         |
| → | 2.2 Région de Maradi .....  | 8         |
|   | <b>3. Choix de la zone d'étude et méthodologie .....</b>  | <b>10</b> |
| → | 3.1 Le choix de l'objet d'étude et de la population .....   | 10        |
| → | 3.2 Méthode de l'enquête .....  | 12        |
|   | 3.2.1 Focus groupes .....   | 13        |
|   | 3.2.2 Entretiens individuels.....   | 13        |
|   | 3.2.3 Observation sur le terrain.....   | 13        |
|   | <b>4. Analyse des résultats.....</b>  | <b>14</b> |
| → | 4.1 Les effets du changement climatique recensés et leurs conséquences .....  | 14        |
|   | 4.1.1 Installation tardive et arrêt précoce de la saison pluvieuse.....   | 14        |
|   | 4.1.2 Chaleur intense.....  | 15        |
| → | 4.2 Dégradation environnementale des ressources .....   | 16        |
|   | 4.2.1 Les causes anthropiques .....   | 16        |
|   | 4.2.2 Les causes climatiques.....   | 16        |
| → | 4.3 Impacts de la dégradation de l'environnement sur la communauté, en particulier<br>sur les jeunes .....  | 17        |
| → | 4.4 Conflits liés aux effets du changement climatique .....   | 18        |
| → | 4.5 Réponses apportées par la communauté, en particulier les jeunes et l'État pour contrer<br>les effets du changement climatique, de la dégradation de l'environnement et des conflits ... | 19        |
|   | <b>5. Proposition de pistes de sortie de crise alimentaire,<br/>économique et sociale.....</b>  | <b>21</b> |
|   | <b>6. Conclusion.....</b>   | <b>24</b> |
|   | <b>Bibliographie .....</b>  | <b>26</b> |
|   | <b>Annexes .....</b>  | <b>27</b> |

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

|              |   |
|--------------|---|
| <b>FDS</b>   | Forces de Défense et de Sécurité                                    |
| <b>GANE</b>  | Groupe Armée Non Étatique   |
| <b>HCR</b>   | Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés               |
| <b>ONG</b>   | Organisation Non Gouvernementale                                    |
| <b>OSC</b>   | Organisation de la société civile                                   |
| <b>UNCCD</b> | Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification |

# Resumé de l'étude

Si le changement climatique n'est pas une cause directe de conflit, il a un impact direct sur les ressources naturelles et peut poser de nombreux problèmes supplémentaires à la sécurité humaine. Par exemple, les changements climatiques affectent les calendriers pastoraux et agricoles et parviennent à perturber les activités de production et les revenus des communautés. Les nombreuses crises climatiques ont conduit la population à adopter des stratégies extrêmes comme la coupe abusive du couvert ligneux, pour l'énergie, la pharmacopée, la construction... Cette destruction des ressources naturelles déjà limitées, a engendré la réduction de la fertilité des sols, la baisse de la productivité agricole provoquant ainsi l'insécurité alimentaire. Ceci témoigne de la vulnérabilité des communautés aux effets néfastes du changement climatique et de la dégradation de l'environnement.

Les communautés rencontrées dans le cadre de cette étude, en grande partie sont conscientes des conséquences des effets du changement climatique sur les ressources naturelles de la commune de Madarounfa. Le lac de Madarounfa qui faisait la fierté de la zone est aujourd'hui en cours de tarissement. Ces phénomènes accentuent davantage les défis liés à la production et les moyens de survie des populations. Ils conduisent ainsi à l'exode rural, la migration, le vol de bétail et les tensions entre des communautés aux activités complémentaires. Ils touchent également les femmes de manière spécifique, en engendrant des pertes dans leurs activités génératrices de revenus et en poussant certaines à la prostitution.

Néanmoins, les communautés demeurent résilientes et tentent d'apporter des réponses pour faire face aux défis environnementaux, avec l'appui de l'État, des organisations communautaires et de la société civile. Les jeunes sont plus engagés dans les actions de sensibilisation à l'écocitoyenneté et à la paix. Ils contribuent aussi à la protection et la préservation de l'environnement. Les communautés restent confiantes quant à l'idée de pouvoir s'adapter, gérer et prévenir les tensions/ conflits si elles sont formées et appuyées.

# 1. Introduction



Le Niger, pays sahélo-saharien avec un climat tropical chaud et sec, fait face aux effets du changement climatique et à ses conséquences sur l'environnement et les ressources naturelles partagées. Cette situation affecte considérablement les moyens de subsistance des populations, majoritairement rurales, dont les principales activités tournent autour de l'agriculture et de l'élevage. Le secteur agricole domine l'économie du pays et contribue à hauteur de 39,2 % (2018) au PIB du pays<sup>1</sup>. Cependant, l'environnement se dégrade considérablement au fil du temps. Selon la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (UNCCD), les causes majeures de la dégradation des terres sont principalement dues aux pluies insuffisantes, mais parfois diluviennes, irrégulières et mal réparties dans l'espace et dans le temps, ainsi que des vents fréquents et forts qui érodent les terres. Au Niger, la dégradation environnementale se manifeste par la désertification, la déforestation, l'érosion des sols, le rétrécissement voire le tarissement des surfaces d'eaux. Selon une étude menée par l'Organisation Internationale de la Migration (OIM) et le Conseil National pour un Développement Durable (CNDD) en février 2021, « 93 % des répondants ont constaté des changements récents dans leur environnement. La dégradation des sols, la perte de la biodiversité, le manque d'eau, et la récurrence des sécheresses sont les changements environnementaux les plus marquants pour les populations ».

De plus, la pression sur les ressources, de plus en plus rares, conduit à l'éclatement de conflits compromettant la cohésion sociale et exacerbe la vulnérabilité des communautés.

1 [www.adaptationcommunity.net](http://www.adaptationcommunity.net) profil de risque climatique du Niger

Selon Ban Ki Moon (2007), ancien Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), le changement climatique serait une cause profonde des conflits opposant les communautés<sup>2</sup>.

Dans ce contexte, s'ajoute le manque d'opportunités d'insertion socio-professionnelle pour les jeunes. Principale main d'œuvre pour les activités agropastorales<sup>3</sup> jeunes et également les femmes sont profondément touchés par la crise climatique s'ajoutant à la crise sécuritaire. Cela constitue un véritable facteur amplifiant les défis auxquels le pays fait face. Il s'agit notamment de la marginalisation, du chômage, de l'exode rural, de la migration, du désœuvrement, du banditisme et du développement de réseaux de criminalité et de vol de bétails, principalement dans les zones frontalières avec le Nigéria, tels que les départements de Madarounfa et de Guidan-Roundji dans la région de Maradi. En effet, s'agissant de la situation sécuritaire, des groupes de bandits armés opérant depuis le Nigéria franchissent la frontière la nuit à moto pour commettre leur forfait avant de se replier dans les zones boisées et la forêt de baba Rafi, à cheval entre les deux pays. Pour la seule année 2021, 2735 animaux et 91 personnes ont été enlevés, donnant lieu au paiement de 51 millions de francs CFA par les familles des otages à titre de rançon.<sup>4</sup>

La dynamique de pouvoir quant à la gestion des ressources partagées laisse apparaître le problème du rôle limité que peuvent jouer les jeunes et les femmes dans cette gestion. D'où la nécessité de conduire des réflexions sur des mécanismes locaux et participatifs de gestion des ressources favorisant l'inclusion des différents groupes marginalisés affectés par les effets du choc climatique sur l'environnement et les conflits.

Les changements climatiques, la dégradation environnementale ainsi que les tensions représentent une menace sérieuse pour le développement économique et social du pays, notamment en compromettant les efforts de réduction de la pauvreté et de développement durable. Sur le plan international, la communauté s'inquiète grandement de ces changements climatiques en raison de leurs impacts négatifs, avérés ou potentiels, sur les populations humaines et les écosystèmes. Ainsi, des réponses sont apportées tant par les communautés locales, les organisations de la société civile (OSC), les chercheurs que les gouvernements.

C'est ainsi que cette étude a été menée sous la thématique **"Impacts du changement climatique, de la dégradation de l'environnement et des conflits sur les jeunes du département de Madarounfa au Niger"**. Elle vise à analyser comment les jeunes marginalisés sont affectés par les effets croisés et combinés du changement climatique, de la dégradation de l'environnement et des conflits violents au Niger. Pour atteindre cet objectif, les questions de recherche suivantes sont posées :

- Comment le changement climatique et la dégradation de l'environnement influencent-ils les conflits ou les risques de conflit au Niger, particulièrement dans la région de Maradi ?
- Comment les jeunes marginalisés sont-ils affectés par l'impact combiné des conflits, du changement climatique et de la dégradation de l'environnement ?
- Quelles réponses peuvent être apportées aux dynamiques interconnectées du changement climatique, de la dégradation de l'environnement et des conflits, et comment soutenir le renforcement des capacités de prévention et d'atténuation dans un environnement en mutation ?

2 <https://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/06/15/AR2007061501857.html>. Consulté le 31/05/2024

3 Plus de 80 % de la population du Niger est employée dans le secteur agricole selon le profil de risque climatique du Niger. [www.adaptationcommunity.net](http://www.adaptationcommunity.net)

4 <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-banditisme-detruit-les-moyens-de-subsistance-a-la-frontiere-du-niger>. Consulté le 26 Août 2024

## 2. Contexte du pays



### 2.1 NIVEAU NATIONAL

Le Niger fait face depuis près d'une décennie à une crise d'insécurité, intervenue dans un contexte favorisé par la crise libyenne d'un côté et la crise malienne de l'autre. La zone frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger est caractérisée par de fortes activités criminelles, des attaques par des groupes armés non étatiques et des tensions entre des communautés de la zone des trois frontières. Il faut ainsi noter la présence de groupes armés non étatiques (GANE), tels que Boko Haram qui sévit depuis 2015 à Diffa (Sud-Est du Niger) et l'État Islamique au Sahel depuis 2018 dans la région de Tillabéry (Sud-Ouest du pays), propageant l'idéologie de l'islamisme radical. A ce contexte de violence politique s'ajoute le grand banditisme caractérisé par le vol de bétails, les enlèvement et kidnapping dans la région de Tahoua, y compris la zone de Maradi le long de la frontière avec le Nigéria.

A l'instar des autres pays du Sahel, le Niger vit également la rigueur climatique dans un contexte où la saison des pluies ne dépasse pas trois mois et les précipitations sont irrégulières d'une année à l'autre, avec parfois des inondations qui causent des dommages et dégâts importants sur les activités et maigres ressources disponibles. Il s'agit notamment de la légendaire caravane de transhumance, du nomadisme, de migration des campements vers les espaces de pâturage en saison sèche, le cheptel, les cultures maraîchères de contre-saison, la pêche et la pratique des

cultures extensives et dispersées pour assurer la survie. La sécheresse est le risque agricole le plus important au Niger, avec une forte probabilité d'occurrence et dont la sévérité de l'impact affecte aussi bien la production végétale qu'animale.

A ceux-ci vient s'ajouter l'augmentation rapide de la population qui est estimée à 3,7 pour cent en 2022 selon la Banque mondiale<sup>5</sup>, avec un âge moyen de 15 ans. Ce phénomène démographique contribue à la provocation et l'accélération de la dégradation de l'environnement compte tenu des activités humaines qui s'intensifient. Par conséquent, cette dégradation de l'environnement se caractérisant par une diminution des ressources naturelles telles que l'air, l'eau et le sol, engendre les conflits inter et intra-communautaires et accroît la vulnérabilité des populations majoritairement rurales.

## 2.2 RÉGION DE MARADI

Au Niger, la région de Maradi, avec une densité de 112,3 habitants/km<sup>2</sup> contre 18,6 habitants/km<sup>2</sup> pour le reste du pays en 2021 (projection INS 2021), constitue une zone économique importante du pays, où les activités dominantes sont l'agriculture, l'élevage, le commerce et l'artisanat qui se pratiquent de manière traditionnelle et informelle<sup>6</sup>. L'agriculture et l'élevage permettent à la région d'occuper le premier rang pour l'exportation du bétail, des cuirs et peaux ; le deuxième rang pour la production de niébé et d'assurer un cinquième de la production totale des céréales du pays. Toutefois, ces activités connaissent un frein dû au changement climatique et à la croissance de la population. Il est constaté ces dernières années le phénomène de paysans sans terres. En effet, après le partage de l'héritage, nombre de familles sont contraintes de vendre leur lopin de terre dont elles ont hérité, car chacun ne peut en avoir assez pour cultiver, mais également parce que la mise en valeur de la terre à des fins de culture coûte de plus en plus cher. Selon une étude conduite en février 2018<sup>7</sup> : « dans cette zone, il est ressorti que 88% des terres sont détenues par les nantis et les personnes à revenus moyens alors que les pauvres en général qui représentent 65% de la population n'en détiennent que 12%. ».

Face à la saturation des terres, la jachère n'est plus pratiquée et il n'y a presque plus d'aires de parcours naturels<sup>8</sup>. Seul un maillage de l'espace et des couloirs de passage assurent la circulation des animaux entre les hameaux, ainsi que vers les points d'eau et les petites poches de pâturages encore préservés. D'où des frictions et des conflits souvent mortels entre éleveurs et agriculteurs qui se disputent les mêmes terres.<sup>9</sup> C'est l'exemple du conflit ayant opposé les agriculteurs et éleveurs de Dandja<sup>10</sup> occasionnant trois morts et sept blessés en novembre 2023 (Studio Kalangou, Novembre 2023). Selon l'analyse situationnelle trimestrielle de mars 2023 du Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies, « en comparant le nombre d'incidents sécuritaires et de victimes enregistré en 2023 à la même période en 2022, on remarque qu'il y a eu plus d'attaques et de victimes en 2023 qu'en 2022, soit 38 incursions contre 20 au cours du premier trimestre 2022. Il en est de même du nombre de victimes qui est de 85 (16 personnes tuées,

5 [https://datacommons.org/place/country/NER?utm\\_medium=explore&mprop=count&popt=Person&hl=fr](https://datacommons.org/place/country/NER?utm_medium=explore&mprop=count&popt=Person&hl=fr). Consulté le 12 Avril 2024

6 [www.initiative3n.ne/maradi.php#:~:text=L'Agriculture%2C01'Elevage,le%20traditionnel%20et20l'informel](http://www.initiative3n.ne/maradi.php#:~:text=L'Agriculture%2C01'Elevage,le%20traditionnel%20et20l'informel). Consulté le 12 avril 2024

7 <https://hea-sahel.org/wp-content/uploads/2018/02/NE-profil-niger-ne-07-madaroufa-octobre-20097987208.pdf> consulté le 29 juillet 2024.

8 Les parcours naturels sont les lieux de divagation des animaux à la recherche du pâturage.

9 [www.eda.admin.ch/countries/niger/fr/home/cooperation-internationale/strategie/zones-d-intervention/maradi.html](http://www.eda.admin.ch/countries/niger/fr/home/cooperation-internationale/strategie/zones-d-intervention/maradi.html). Consulté le 12 Avril 2024

10 Dandja est un village du Niger se trouvant sur la route menant de Maradi au Nigéria.

15 blessées et 54 enlevées) en 2023 contre 25 (enlevées) en 2022. En dehors de ces pertes en vies humaines, un nombre important de petits et gros ruminants a été emporté par des bandits. Un autre phénomène courant est le paiement de rançon pour la libération des personnes enlevées ». Depuis le début de cette année, le contexte humanitaire de la région reste dominé par des mouvements réguliers des populations nigériennes vers la région de Maradi. Ces populations s'installent dans des localités situées le long de la bande frontalière, dans les départements de Madarounfa et de Guidan-Roundji notamment. Les incursions répétitives des groupes armés opérant depuis le Nigeria, ont engendré ces mouvements de population qui sont internes et externes. Il s'agit aussi quelques fois de mouvements préventifs de populations qui tentent de se soustraire aux exactions de ces groupes armés. Selon le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), 1 417 personnes (composées majoritairement de femmes et d'enfants) originaires du Nigeria trouvent refuge dans la région de Maradi (OCHA Niger Flash update 27 mars 2024).

Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ont permis de tenir en échec certaines incursions ou de retourner le bétail volé aux propriétaires, lorsque des poursuites sont engagées. La zone est ainsi classée « Zone d'Opérations Militaires : ZOM ». Ce qui a pour conséquence de restreindre l'accès humanitaire dans les localités du département de Madarounfa situées à 20 km de la frontière du Nigeria, pour lesquelles l'utilisation des escortes militaires est requise. Ces restrictions ont considérablement impacté les activités humanitaires sur le terrain.



## 3. Choix de la zone d'étude et méthodologie



La méthode qualitative a été utilisée dans le cadre de cette étude depuis la recherche exploratoire jusqu'à l'analyse des données. L'entretien semi directif et l'observation ont été les techniques utilisées dans la collecte sur le terrain. Une approche participative et inclusive a caractérisé la collecte des données auprès des différents acteurs clés et les communautés des sites concernés par l'étude.

Pour ce qui est de l'exploration, il s'agit d'abord d'une pré-enquête ayant permis de vérifier la pertinence des thématiques dans le milieu choisi ainsi que l'élaboration de l'échantillon de population. Ensuite, une recherche documentaire a été effectuée sur la base de recherche internet, des documents de rapports sur la thématique, des articles et du matériel audiovisuel.

### 3.1 LE CHOIX DE L'OBJET D'ÉTUDE ET DE LA POPULATION

L'étude a concerné la commune de Madarounfa. Madarounfa est une ville du département de Madarounfa, dans la région de Maradi. La commune est située à environ 20 km au sud de Maradi et 650 km à l'est de Niamey, la capitale du Niger. La population est essentiellement composée de communautés musulmanes, en majorité des Haoussas, ainsi que des minorités agropastorales

Peulh et Touareg. Les principales activités de ces communautés sont l'agriculture, l'élevage, la pêche et le commerce. La commune abrite le plus grand plan d'eau de surface permanent de la région de Maradi ; le lac de Madarounfa avec une superficie de 524,32 ha en temps normal et de 800 ha en temps de crue, sa profondeur varie entre 1,5 et 5 mètres. Grand site touristique, il est inscrit comme site Ramsar depuis décembre 2019 qui désigne les zones humides d'importance internationale. Il est également décrit comme le seul site important où se côtoient un lac, des tombeaux des 99 Saints<sup>11</sup>, une forêt et une diversité d'espèce animale. Le lac présente un écosystème particulier et unique de la zone qui conditionne la vie socio-économique et culturelle des populations pour lesquelles il assure plusieurs rôles : amélioration de la sécurité alimentaire, source de revenus pour les ménages et maintien de l'équilibre écologique. Il joue également un rôle important dans la satisfaction des besoins en eau des populations et du cheptel. Dans ce sens, un leader religieux du quartier Kaffi, âgé de 42 ans affirme :

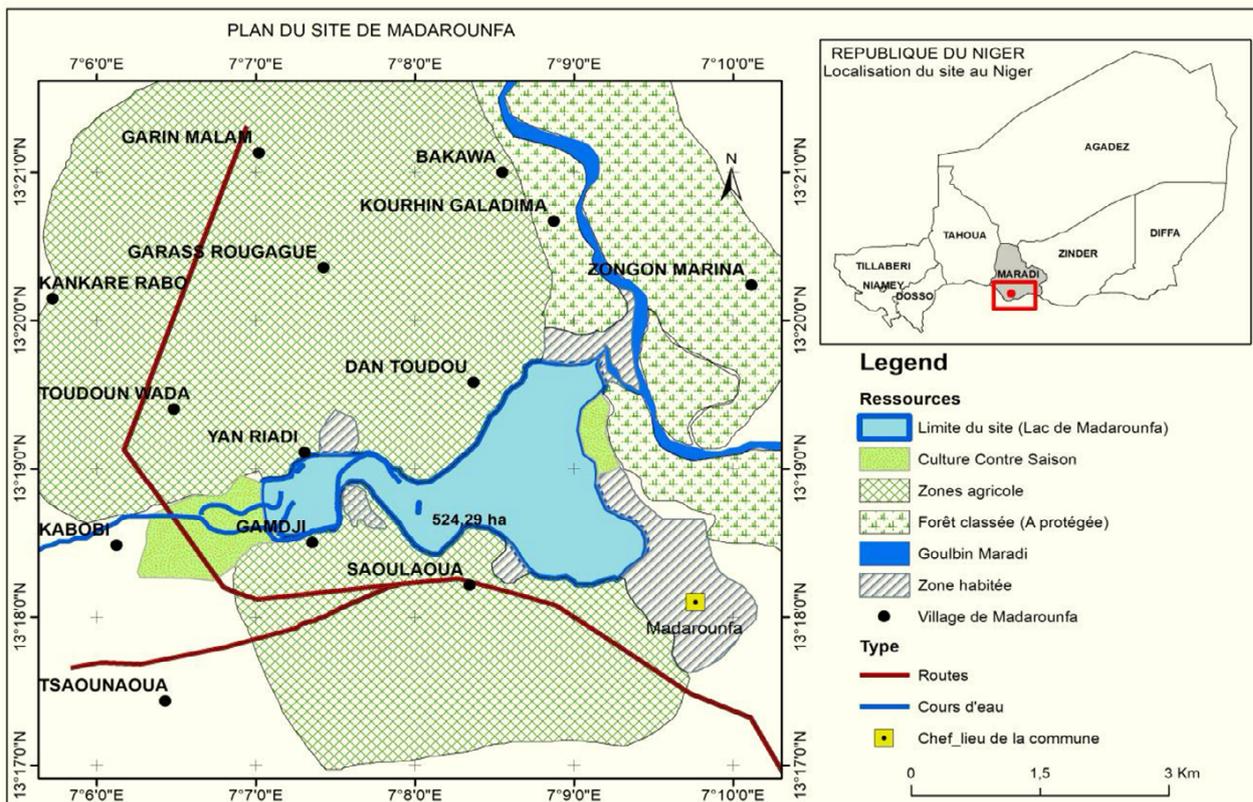
*« le lac de Madarounfa est pour nous une bénédiction, une protection, une identité, un symbole. Toutes nos activités économiques dépendent en grande partie de cette ressource. On y pratique la culture de contre-saison, la pêche, la production d'aliment bétail, l'abreuvement de tous les animaux du terroir, le tourisme, etc. Bref il est tout pour nous ».*

Cependant, ce lac est fortement menacé par le changement climatique. En cas de sécheresse, le lac se rétrécit, occasionnant des pertes de rendement agricole et halieutique (fiche descriptive Ramsar, Mai 2021). Selon Y. Abdoulaye (2023) « les pêcheurs de Madarounfa, au Niger, comptent sur le lac Madarounfa pour vivre et se nourrir. Mais ces deux éléments sont menacés par la sécheresse ».

Dans le cas de cette étude, les cinq (5) villages limitrophes du lac ont été spécifiquement ciblés. Il s'agit notamment des villages de Dan Toudou, Yan Radi, Gamdji, Saoulaoua et un des quartiers de la commune Urbaine de Madarounfa du nom de Kaffi. Les cinq villages sont habités par des communautés de Haoussa et une minorité de Peulh, musulmanes, ayant comme activités la pêche, l'agriculture, l'élevage et l'apiculture.



11 Les tombeaux se trouvent autour et dans le lac. La première manifestation des saints remonte à la nuit des temps, tandis que la dernière remonte aux années 1990 selon la tradition. C'est l'esprit d'un Saint qui s'installe sur le site par une apparition de lumière visible la nuit, particulièrement le jeudi soir. Suite à cette « annonce » la population réalise le tombeau à l'endroit désigné qui devient le lieu de vie du Saint. Sont organisés ensuite des cérémonies rituelles et de dons sur ce lieu « sacré ».



**FIGURE 1** | Ci-dessous la carte géographique de la zone :

Ce choix n'est pas dû au hasard, il s'agit des cinq villages de la population environnant l'objet d'étude, le lac de Madarounfa, donc les victimes directes du tarissement de celui-ci.

La technique d'échantillon par choix raisonné ou intentionnel a permis de définir des groupes cibles. Ils sont de deux catégories, ceux ayant un lien direct avec le lac ainsi que les parties prenantes. Pour la 1ère catégorie, il s'agit de jeunes agriculteurs, jeunes éleveurs, jeunes pêcheurs, jeunes apiculteurs, usagers courants du lac, jeunes filles et jeunes garçons des structures/organisations de la société civile. Les parties prenantes sont les chefs religieux, chefs traditionnels, propriétaires terriens, ONG, Mairie, Commission Foncière Communale (COFOCOM), Observatoire de Suivi de la Vulnérabilité (OSV), Commission Foncière départementale (COFODEP), unités d'enquêtes, direction de l'agriculture, de l'élevage et de l'environnement, et Conseil départemental des jeunes.

### 3.2 MÉTHODE DE L'ENQUÊTE

La collecte s'est déroulée sur quatre jours en mai 2024. Pour faciliter la mobilisation des groupes cibles ainsi que le déplacement de l'équipe dans la zone d'étude, des points focaux ont été mobilisés sur place. La prise de note accompagnée d'enregistrement, a été utilisée lors des entretiens.

La collecte a été effectuée à travers des focus groupes et des entretiens individuels.

### 3.2.1 FOCUS GROUPES

Des focus groupes constitués de sept personnes ont été conduits par équipe de deux chercheurs (voir les détails en Annexe 1). Au total, 20 focus groupes ont été réalisés et ont permis d'échanger avec 140 individus, soit 105 hommes et 35 femmes de 15 à 35 ans. Cette différence entre le nombre de jeunes hommes et de jeunes femmes interviewés s'explique par leur degré d'implication sur les thématiques. En effet, dans la zone d'étude à l'instar du reste de la région, l'agriculture, l'élevage et la pêche constituent des activités majoritairement masculines. L'interaction des femmes avec le lac est plus indirecte, puisqu'elles s'occupent de la vente des produits dérivés de l'agriculture et de la pêche, de l'élevage à petite échelle des petits ruminants, et de la transformation des produits agricoles en aliments de consommation.

### 3.2.2 ENTRETIENS INDIVIDUELS

Quatre différents guides d'entretien ont été administrés en fonction des catégories à enquêter. Un guide pour les groupes de jeunes ; un pour les usagers courants du lac ; un guide pour les leaders traditionnels, religieux et propriétaires terriens, et un autre adressé aux services techniques et aux ONG. Au total 28 entretiens individuels ont été menés avec 26 hommes et 2 femmes (voir les détails en Annexe 2). Là également, le nombre de femmes enquêtées est nettement inférieur à celui des hommes. Dans la zone d'étude et de manière générale au Niger, les femmes sont quasiment absentes des postes de chefs religieux et coutumiers, et elles ne possèdent pas de terres, sauf dans de rares cas.

### 3.2.3 OBSERVATION SUR LE TERRAIN

S'agissant de l'observation, l'équipe de collecte des données s'est rendue au bord du lac pour constater les effets évoqués par les enquêtés. Ceci a permis de photographier certains aspects visibles du changement du lac, et de disposer des images illustratives servant d'appui aux verbatim.



## 4. Analyse des résultats



### 4.1 LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE RECENSÉS ET LEURS CONSÉQUENCES

Les cinq villages couverts par l'étude sont touchés par les mêmes effets du changement climatique. Au cours des entretiens, il est ressorti les effets suivants :

#### 4.1.1 INSTALLATION TARDIVE ET ARRÊT PRÉCOCE DE LA SAISON PLUVIEUSE

Le Niger se caractérise par un régime de précipitation uni-modal, c'est-à-dire une seule saison des pluies dans l'année, s'étendant en temps normal de mai à octobre. La région de Maradi est une des régions les plus arrosées chaque année. Classée zone sahélienne, elle enregistre une moyenne de pluie de 300 à 600 mm par an<sup>12</sup>. Les communautés rencontrées, à l'unanimité, soulignent l'installation tardive de la saison pluvieuse. Par rapport à ce qui était observé il y a quelques années, un décalage de plusieurs semaines est enregistré chaque année. Par rapport à la normale 1991-2020, le cumul pluviométrique est déficitaire sur l'ensemble de la région<sup>13</sup>. Ceci a des conséquences néfastes sur la production agricole. Les communautés n'ont plus la maîtrise du calendrier des précipitations, ce qui

12 Plan Nationale d'Adaptation au Changement Climatique du Niger, Octobre 2022

13 CNSC\_Niger\_Bulletin\_7\_Bilan\_2023\_Climat-RESSOURCES\_EN\_EAU.

les amène à faire des semis successifs, car les premières tentatives sont perdues faute d'une pluie qui tarde à arriver. Cela a un impact direct sur les moyens de subsistances pendant cette période de soudure qui s'étale de la fin de la saison des pluies au début de la suivante. Au-delà de l'installation tardive de la saison des pluies, au cours des discussions, un participant (éleveur) affirme qu'ils vivent également un problème de quantité insuffisante de pluie par rapport à leurs besoins, car les cours d'eau ne sont plus reconstitués correctement. Cela conduit à la sécheresse, limite les possibilités d'abreuvement du bétail, obligeant ainsi les troupeaux à plus de mobilité pour aller trouver de l'eau et les forçant à plus d'interactions avec les agriculteurs. Ce rapprochement des bêtes des terres cultivées crée des dégâts champêtres et génère des conflits entre éleveurs et agriculteurs.

Les personnes interrogées ont également fait part du problème des fortes pluies accompagnées de vents violents. Les terres asséchées par les sécheresses, enduites par les faibles précipitations, ne peuvent plus absorber rapidement les pluies diluviennes. Cela provoque alors des crues soudaines et des inondations qui causent de lourds dommages aux infrastructures, aux habitations, aux cultures et aux troupeaux. Cela augmente le niveau de pauvreté des populations et les incite à l'exile et à la migration. Un agriculteur de Kaffi affirme que les fortes pluies engendrent des crues soudaines qui inondent les jardins aux alentours du lac et fait perdre en une seule journée les efforts fournis et les ressources investies par les agriculteurs. Dans ces situations, la solidarité entre les différents acteurs joue un rôle important. Un soutien est apporté aux victimes par compassion. De temps à autre, ils bénéficient d'appui en vivres ou en argent de la part des ONG intervenant dans la zone, mais très rarement de la part de l'État.

#### 4.1.2 CHALEUR INTENSE

Au cours des entretiens, les acteurs interrogés ont souligné également l'accroissement des épisodes de chaleur intense comme un défi majeur qui sévit dans la localité en lien avec le changement climatique. Un participant à l'enquête témoigne en ces termes :

*« notre grand problème maintenant c'est vraiment la chaleur, on n'a jamais vécu une telle chaleur si ce n'est ces dernières années. Et cette année est la pire ».*

La direction de la météorologie affirme que le Niger a enregistré en 2024 des pics de températures allant à 47,2 degré (Tillabéry), globalement en hausse par rapport à l'année 2023 et à la normale 1991-2020. La région de Maradi enregistre en mars 2024 un pic de 44,7°C alors que la température moyenne de la région est de 43.2°C. Les populations interrogées témoignent donc des températures de plus en plus élevées auxquelles elles font face, atteignant des niveaux jamais connus auparavant dans cette région. Cette hausse des températures, conjuguée aux autres dérèglements climatiques, accentuent les défis de production des communautés. Les femmes soulignent qu'elles subissent davantage de pertes pour les articles qu'elles destinaient à la vente, comme le poisson, les fruits et les légumes. La conservation de ces produits devient en effet très difficile dans le contexte actuel de forte chaleur. Elles doivent engager des dépenses supplémentaires, notamment pour l'achat de glace ou de thermos, ce qui réduit drastiquement leurs maigres recettes et donc leurs bénéfices.

## 4.2 DÉGRADATION ENVIRONNEMENTALE DES RESSOURCES

Deux principales causes de la dégradation multifactorielle de l'environnement sont identifiées par la majorité des participants : les causes climatiques et les causes anthropiques (action humaine). De façon unanime, les communautés rencontrées soutiennent l'hypothèse que le changement climatique et certaines pratiques humaines ont des conséquences néfastes sur leurs ressources. Pour le responsable de l'association Jeunes Volontaire pour l'Environnement (JVE), les effets du changement climatique favorisent l'épuisement des ressources et les jeunes prennent conscience de cela de plus en plus.

### 4.2.1 LES CAUSES ANTHROPIQUES

Parmi les causes de dégradation environnementale attribuées à l'action humaine, il est recensé plusieurs éléments clés par les participants : **la déforestation** par l'abattage incontrôlé des arbres, **la pression démographique** qui rend les espaces cultivables, de pâturage et de pêche insuffisants et qui les affaiblit. L'accroissement des besoins humains augmente la pression sur les ressources. Par exemple, la jachère, pratique traditionnelle, essentielle pour la régénération des sols, n'est plus respectée, entraînant un vieillissement continu des terres. A cet effet, un interviewé dit :

*« une portion de terre qui était donnée à une seule personne avant, est divisée entre plusieurs personnes aujourd'hui. En plus il n'y a plus de quoi faire la fertilisation du moment où le fedherbia<sup>14</sup> considéré comme principal fertilisant est en voie de disparition » (entretien réalisé avec un leader traditionnel à dan Toudou le 18 mai 2024).*

La "loi de la restitution" n'est pas respectée selon le directeur de l'agriculture, car les communautés ne font plus la fertilisation ; c'est de même pour l'irrigation. La loi de restitution consiste en effet, à redonner aux sols leurs nutriments retirés lors des récoltes en utilisant le compost ou l'engrais.

### 4.2.2 LES CAUSES CLIMATIQUES

Il s'agit de la disparition de certaines espèces animales et végétales. Le groupe d'apiculteurs, inquiet de l'avenir de leur activité, note qu'il est de plus en plus difficile de trouver du miel à commercialiser, car les populations d'abeilles ont fortement diminué. Ceci est lié à la disparition ou l'éloignement des espèces végétales dont elles dépendent pour leur alimentation et leur pollinisation.

Un autre enjeu majeur soulevé lors des échanges est le rétrécissement et l'ensablement progressif du lac de Madarounfa, qui constitue la principale source d'eau pour la localité. Selon un leader communautaire : **« cette année, on est en train de vivre du jamais vu : la séparation extraordinaire de Gora et Madarounfa »** (appellation locale des deux grandes parties du Lac de Madarounfa). Le Lac menace de tarir complètement. Les ressources halieutiques sont gravement menacées. Il n'existe pas une personne vivant aujourd'hui qui a connu cette situation. Elle remonte à plus de 80 ans ». Le chef traditionnel rencontré a partagé avec l'équipe de recherche des vidéos

14 Le fedherbia est un arbre présent en zone semi-aride mais sa phénologie est inversée par rapport aux pluies. Il débouffe en fin de saison de pluie, fructifie et croît en cours de la saison sèche, puis perd ses feuilles au début de la nouvelle saison des pluies. Au stade juvénile, les stomates se ferment très rapidement en réponse à une sécheresse édaphique modérée, montrant une stratégie d'évitement de la sécheresse. (Olivier Roupsard, 1997, Écophysologie et diversité génétique de fedherbia albidia, CIRAD).

enregistrées la veille lors d'une visite du lac effectuée avec les autorités administratives. Ces images permettaient d'illustrer l'état actuel très rétréci du lac. Selon lui les activités des populations en sont beaucoup affectées.

La sécheresse fragilise beaucoup les ressources en eau et conduisent au durcissement des sols et au dessèchement des arbres, qui rendent les conditions de culture de plus en plus difficiles surtout pour les femmes. Les communautés des agriculteurs, des pêcheurs et des éleveurs se retrouvent dans l'obligation de partager la seule ressource en cours de tarissement.

### 4.3 IMPACTS DE LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT SUR LA COMMUNAUTÉ, EN PARTICULIER SUR LES JEUNES

Les enquêtés révèlent que la dégradation de l'environnement a des répercussions multiples sur la communauté locale de Madarounfa, en particulier les communautés des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs. Leurs principales sources de revenus sont affectées, accentuant leur niveau de pauvreté. Il faut noter aussi la problématique de l'insécurité dans la zone qui accentue l'impact sur les agriculteurs. Celle-ci ne leur permet pas de travailler leurs champs et autres espaces agricoles. De même, les éleveurs ne peuvent plus conduire leurs troupeaux dans certains espaces pastoraux en raison des vols de bétail fréquents.

Les principaux impacts identifiés à travers l'étude sont la baisse des rendements agricoles, la diminution des revenus, l'insuffisance alimentaire, l'exode rural et la migration vers d'autres régions du pays ou les pays voisins. Ces problèmes touchent l'ensemble de la population des cinq villages concernés par cette étude, mais ont des conséquences spécifiques pour les jeunes garçons. Les jeunes filles sont aussi touchées, car la disponibilité des produits qu'elles transforment devient rare et par conséquent plus chers à acquérir.

En effet, le manque d'opportunités et d'activités économiques pour les jeunes filles et garçons les pousse parfois à des comportements risqués et des pratiques néfastes, comme le vol, la prostitution ou la consommation de drogues. De plus, face à cette dégradation de leurs sources de revenus, de nombreux jeunes, filles comme garçons, se tournent vers l'exode et la migration. Pour les jeunes hommes, les uns partent vers le nord du pays, plus précisément dans la région d'Agadez, sur les sites d'orpaillage à Djado, et les autres continuent au Nigéria, au Mali, en Algérie et en Libye à la recherche d'un avenir meilleur. Les femmes migrent également en direction des pays comme le Ghana et le Bénin où elles sont employées comme femmes de ménages et d'autres font de petits commerces. Cet exode chez la femme est non seulement un phénomène nouveau dans la zone, mais a aussi de répercussions néfastes sur la cohésion sociale et la stabilité des ménages. Les discussions de groupe et les entretiens individuels ont révélé que ce phénomène était une cause de déstabilisation des familles dans la zone car il engendre des divorces. La déscolarisation chez les jeunes filles apparaît aussi comme une des conséquences des problèmes liés à la dégradation de l'environnement. Comme les revenus des parents sont réduits, ils ne peuvent plus payer la scolarité de leurs enfants et poussent leurs filles à quitter l'école pour aider le petit commerce des parents. Les jeunes filles et les femmes jouent un rôle essentiel dans la commercialisation des produits agricoles et halieutiques autour du lac, produits par les hommes. Cependant, elles subissent de plein fouet les conséquences du rétrécissement du lac de Madarounfa, qui entraîne une baisse des rendements de ces activités. Elles rencontrent aussi des difficultés accrues dans leurs activités

traditionnelles d'élevage de petits ruminants. En effet, l'alimentation du bétail devient de plus en plus coûteuse, et il n'est plus prudent de laisser les animaux pâturer en brousse en raison des vols fréquemment observés dans la zone.

Un seul village, la localité de Saoulaoua, semble encore relativement épargné par ce phénomène migratoire chez les jeunes. Cela s'explique d'abord par le fait qu'il s'agit d'un village peu peuplé. Les jeunes ne sont pas assez nombreux pour quitter et vider le village de sa main d'œuvre. En outre, la situation semble moins précaire par rapport aux autres villages parce que cette communauté est moins affectée par le rétrécissement spectaculaire du Lac. Cela n'a pas beaucoup entravé le fonctionnement normal des activités de production.

## 4.4 CONFLITS LIÉS AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les communautés des agriculteurs, des pêcheurs et des éleveurs rencontrées dans le cadre de cette étude sont toutes d'accord sur les effets néfastes du changement climatique sur les ressources en eaux, les terres agricoles et les aires de pâturages. Un éleveur de Gamdji affirme :

*« La diminution des ressources en eau et de la paille dans les aires de pâturage est le nœud du problème rencontré avec les autres acteurs de la localité, car il y a quelques années l'eau et l'aliment pour les animaux n'étaient jamais une préoccupation, surtout avec le lac qui était permanent. Certes les différends ont toujours existé, mais pas comme maintenant que le lac tarit. La présence des bandits ne permet pas d'aller loin pour faire paître et abreuver les animaux ou ramasser la paille ».*

En effet, la raréfaction des ressources engendre une baisse de productivité, de revenus et de moyens de subsistance pour les différentes communautés. Dans ce contexte de vulnérabilité et de compétition accrue, la frustration et le ressentiment conduisent certains groupes, en particulier des jeunes, à recourir à des moyens illégaux ou violents créant ainsi un climat de tension et d'instabilité propice à l'escalade des conflits.

Les principaux conflits signalés par les répondants, dans les villages entourant le lac, sont de nature intercommunautaire. Ils sont déclenchés principalement par des situations de vols de bétail, menant parfois à des actes de violence entre les différents groupes d'acteurs de la commune. Les cas de vol à main armée du bétail, en particulier des petits ruminants, constitue un véritable problème pour les communautés, rendant l'élevage de case de plus en plus difficile (dans ce type d'élevage, les animaux partent en pâturage le matin et reviennent passer la nuit à la maison le soir et sont généralement accompagnés par un éleveur). Ces conflits impliquent les cinq communautés Haoussa rencontrées, vivant autour du lac de Madarounfa, et qui sont à la fois agriculteurs, éleveurs et pêcheurs, ainsi qu'une communauté d'éleveurs Peulhs, d'un village voisin, situé à une dizaine de kilomètres du lac. Il existe un fort potentiel de conflit inter-ethnique qui peut exploser à tout moment, car les communautés d'agriculteurs Haoussa tiennent les communautés d'agro-pasteurs Peulhs pour responsables des vols de leur bétail au-delà des groupes de bandits armés opérant dans le département de Madarounfa.

En plus des conflits autour des vols de bétail, une autre source de tension récurrente entre ces

mêmes communautés concerne les dommages causés par le bétail Peulh dans les champs et jardins des populations Haoussa. Les femmes interrogées soupçonnent que ces intrusions sont parfois préméditées, car elles surviennent plus fréquemment la nuit. La journée, les rares animaux pris sur le fait sont conduits à la fourrière, leur libération étant alors conditionnée au paiement d'une taxe et d'un dédommagement pour les dégâts causés si celui-ci est réclamé par les propriétaires des espaces de cultures endommagés. Même si des conflits violents n'ont pas encore éclaté, la frustration des agriculteurs Haoussa face à ces dommages répétés s'accroît avec la raréfaction des ressources naturelles. Cette situation maintient une tension latente entre ces deux communautés, avec le risque d'une escalade violente à tout moment.

Au niveau du lac, les communautés de pêcheurs affirment être victimes de dommages causés par les animaux autour de leurs filets de pêche. Le rétrécissement du lac a en effet conduit les animaux à se rapprocher des zones de pêche. Leur passage rend l'eau plus boueuse, ce qui complique considérablement l'activité de pêche et même d'irrigation des cultures. Une revendeuse de poisson affirme qu'elle fait face de plus en plus à des journées où, elle ne trouve pas du poisson qu'elle revend au marché et cela affecte son petit commerce qu'elle exerce aujourd'hui plus de 23 ans. L'interaction entre les éleveurs et les pêcheurs semble persister bien que jusqu'à là elle n'a pas éclaté en conflits ouverts grâce à l'intervention des leaders traditionnels et religieux.

Malgré ces tensions soulevées par certaines des personnes interrogées, il semble exister une relative cohésion sociale au sein des communautés des agriculteurs et des éleveurs. Les agriculteurs et les éleveurs rencontrés dans le cadre de cette étude notifient peu les conflits dans les champs et les espaces de cultures ou de pâturage. Alors que la région de Maradi enregistre couramment des cas de violence entre les communautés agricoles et les éleveurs du fait de la pénétration des animaux dans les champs et parfois de l'occupation des espaces de pâturage par des agriculteurs, la violence semble peu présente dans la zone de Madarounfa. Les commissions foncières de base jouent un rôle important de prévention des conflits à ce niveau.

## 4.5 RÉPONSES APPORTÉES PAR LA COMMUNAUTÉ, EN PARTICULIER LES JEUNES ET L'ÉTAT POUR CONTRER LES EFFETS, DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, DE LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES CONFLITS

Les communautés se perçoivent comme démunies face à la situation surtout dans le contexte d'insécurité grandissante de la zone et les opérations militaires en cours. En effet, depuis 2019 le département de Madarounfa a connu plusieurs incursions des groupes armés non étatiques (GANE). Leurs opérations se résument aux enlèvements de personnes et le vol de bétail. Dans tout le département, il n'y a que la commune de Djirataoua qui est épargnée. Depuis le basculement en zone d'opérations militaires, la liberté de circulation est réduite et les activités économiques en pâtissent. Les communautés interrogées considèrent qu'elles manquent de moyens et de connaissance pour mener des initiatives palliatives à cette situation et que des efforts conséquents du gouvernement tardent à venir. Lors des entretiens dans la localité, les répondants ont déclaré que c'était la première fois qu'ils avaient l'occasion de discuter des effets du changement climatique sur le lac, ainsi que des dégâts et de la frustration des personnes impactées par ces changements. Ils estiment que ce problème préoccupe tout le monde, y compris les autorités traditionnelles et administratives de la commune. La Direction de l'environnement et les comités locaux de gestion tentent de gérer

au mieux la question d'accès aux ressources naturelles et d'organiser leur utilisation. Toutefois, la tâche s'avère difficile en raison des frustrations des communautés face à la situation. Les autorités administratives demeurent ouvertes aux partenaires pour les aider à apporter une réponse adéquate. Le préfet de Madarounfa a accueilli chaleureusement l'équipe de recherche, facilitant les visites auprès des différents services techniques de la commune. Selon lui, la thématique de recherche est particulièrement pertinente dans le contexte de la dégradation sans précédent de la principale ressource en eau de la localité et tous les acteurs locaux doivent y prendre part.

Malgré tout, les jeunes de Madarounfa font preuve d'une certaine résilience. Dans le village de Saoulaoua par exemple, il ressort des entretiens que les jeunes sont engagés pour puiser l'argile du lac qui est utilisé dans la fabrication des briques servant à la construction. Des actions sporadiques sont également pratiquées du côté du quartier de Kaffi. Des jeunes filles et garçons volontaires se sont engagés dans le balayage et ramassage des déchets humains et plastiques au bord du lac pour prévenir les maladies hydriques. Mais ces quelques efforts n'ont pas été durables par manque d'appui en matériels. Un jeune enquêté affirme :

*« lorsque nous avons volontairement commencé cette activité, c'était très intéressant et ambitieux, au point où certains pensaient qu'on nous payait. Nous étions vraiment ambitieux, mais le manque de soutien des autorités ou des partenaires nous a fait défaut. Nous avons maintes fois émis nos doléances à la mairie mais en vain. »*

(Entretien réalisé avec un jeune à Kaffi le 17 mai 2024).

De même, dans le village de Gamdji, les jeunes se sont organisés en patrouilles nocturnes pour tenter de prévenir les vols de bétail, un fléau récurrent dans la zone qui affecte grandement le petit élevage domestique ou de case, une importante source de revenus pour les femmes. Ces patrouilles de surveillance nocturne menées par les jeunes, qui ont un objectif dissuasif et vise à informer les Forces de défense et de sécurité (FDS), sont encouragées et saluées par les leaders locaux. Le chef de village affirme que ces initiatives sont très appréciées, car elles permettent un rapprochement entre les jeunes et les leaders villageois. C'est une façon pour eux d'être au courant des actions dans lesquelles les jeunes s'impliquent, mais aussi de donner aux jeunes une raison de rester au village pour contribuer à la sécurisation des biens.

Par ailleurs, dans certaines des localités, les populations creusent régulièrement des passages pour l'écoulement de l'eau à l'approche de la saison des pluies, dans le but de limiter les inondations et favoriser le ruissellement vers le lac. Le Conseil communal de la jeunesse est engagé dans des actions de mobilisation et de sensibilisation des jeunes filles et garçons sur le phénomène de dégradation de l'environnement. Il initie des opérations de plantation et de protection d'arbres avec l'appui du Service de l'environnement et des OSC intervenant dans la zone.

Des organisations de la société civile engagent des actions de sensibilisation sur le changement climatique et la promotion de cultures adaptées et de pratiques sensibles au changement climatique permettant la préservation de l'environnement. Ceci en droite ligne avec le Plan national d'adaptation aux effets du changement climatique adopté en octobre 2022.

## 5. Proposition de pistes de sortie de crise alimentaire, économique et sociale



Dans leurs propositions de réponses, les participants semblent avoir une bonne compréhension du phénomène du changement climatique, de la dégradation environnementale et des conflits qui bouleversent leurs conditions de vie. Les propositions qu'ils formulent, visent à construire des réponses adaptées à la réalité de leur environnement, face aux changements subis en raison des effets du climat. Les réponses formulées cherchent à renforcer les connaissances et les initiatives déjà existantes au sein des communautés, tout en les accompagnant dans les efforts qu'elles entreprennent elles-mêmes, ou dans le cadre de programmes et projets mis en place par l'État et d'autres acteurs/organisations intervenant dans la zone. Il s'agit des actions de préservation et de protection de l'environnement, de renforcement de la sécurité, de cohabitation pacifique entre les communautés, de responsabilisation des jeunes et de participation des femmes aux comités de gestion. Le président du Conseil de la jeunesse reste ferme sur le fait que la gestion des ressources de la commune doit se faire avec la participation de toute la communauté sans exclusion et tout ce qui concerne le Lac de Madarounfa doit être traité avec les cinq villages en collaboration avec la Direction départementale de l'environnement.

Les OSC engagées dans la protection et la préservation de l'environnement rencontrées mettent l'accent sur l'engagement et la participation représentative des jeunes garçons et jeunes filles. Les instances de prise de décision aux niveaux national et international doivent être alimentées avec des informations venant de la population à la base, et prendre en compte les avis de tous les acteurs dont principalement ceux des jeunes, des femmes et des groupes marginalisés. D'où la nécessité de mettre l'accent sur le renforcement de capacité et la vulgarisation des stratégies nationales existantes.

**TABLEAU 1 |** Les actions recommandées à partir des diverses données collectées (focus groupes et entretiens individuels)

| ACTIVITÉS/ACTIONS  | ÉLÉMENTS  | ACTEURS IMPLIQUÉS  |
|--|---|--|
| <b>Développement des activités agricoles et pastorales</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Intensification des pratiques agricoles et pastorales</li> <li>→ Développement de chaînes de valeur agricoles</li> <li>→ Intensification du maraîchage</li> <li>→ Aménagement des espaces de production pour les jeunes filles et femmes</li> <li>→ Formation à la production sensible au changement climatique</li> </ul>   | Agriculteurs, éleveurs, groupement de femmes, services techniques de l'agriculture ; éleveurs  |
| <b>Gestion des ressources naturelles</b>                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Préservation et régénération de la végétation</li> <li>→ Réaménagement des ressources en eau</li> <li>→ Désensablement du lac</li> <li>→ Empoisonnement du lac</li> <li>→ Canalisation des eaux pendant la saison hivernale</li> </ul>   | Autorités locales, services techniques, communautés  |
| <b>Formation et renforcement des capacités</b>             | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Formation sur les effets du changement climatique</li> <li>→ Formation des jeunes sur l'écocitoyenneté</li> <li>→ Stratégie d'atténuation des effets néfastes du changement climatique</li> <li>→ Formation des jeunes sur les techniques de vente, de transformation et de conservation des produits locaux</li> <li>→ Formation à la médiation et à la négociation</li> <li>→ Formation en métier pour les jeunes filles et femmes</li> <li>→ Redynamisation des structures communautaires (commission foncières, structure communautaire d'alerte précoce, comité de gestion des infrastructures de la commune)</li> <li>→ Développement des programmes de mentorat pour les jeunes filles et garçons pour leur participation à la prise de décision</li> </ul> | Centres de formation, ONG, services techniques, autorités locales et traditionnelles, jeunes, Observatoire de Surveillance de la Vulnérabilité (OSV) |

| ACTIVITÉS/ACTIONS   | ÉLÉMENTS   | ACTEURS IMPLIQUÉS   |
|---|--|---|
| <b>Sensibilisation et mobilisation des jeunes filles et garçons</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Sensibilisation des jeunes sur l'importance de leur participation à la production intensive</li> <li>→ Alphabétisation des jeunes filles et femmes</li> <li>→ Développement de la culture et de l'esprit entrepreneurial chez les jeunes filles et garçon</li> <li>→ Organisation des actions communautaires</li> <li>→ Conduite à tenir en cas de pénétration des animaux dans les champs</li> </ul> | Autorités locales, associations de jeunes, ONG/ associations communautaires |
| <b>Modernisation des infrastructures et équipements</b>             | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Appui pour l'utilisation des machines solaires au lieu des machines électriques</li> <li>→ Modernisation de la pêche (hors sol)</li> <li>→ Rénovation de la pisciculture</li> </ul>   | Autorités locales<br>Pêcheurs, services techniques                          |
| <b>Sécurité et surveillance</b>                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Création de "brigade" locale de vigilance pour la protection et la préservation de l'environnement</li> <li>→ Sensibilisation sur les conduites à tenir au bord du lac par les usagers.</li> </ul>  | Autorités locales, Environnement, communautés, organisation des jeunes      |
| <b>Soutien direct aux activités de production</b>                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Appui en aliment pour poisson</li> <li>→ Semences sensibles au changement climatique</li> </ul>   | Pisciculteurs, services techniques  |

## 6. Conclusion



L'étude permet de dresser un constat alarmant des effets du changement climatique sur les communautés rurales de la région de Maradi (département de Madarounfa), au Niger en général, et plus particulièrement sur les jeunes filles et garçons. Les principaux impacts sont une installation tardive de la saison des pluies, des chaleurs intenses, la sécheresse et la dégradation de l'environnement. Ces changements environnementaux ont des répercussions critiques sur les sources de revenus des jeunes, qui peinent à trouver des opportunités économiques alternatives dans ce contexte. Cela les conduit à l'exode, à la migration et au désœuvrement, les rendant également plus vulnérables au recrutement par les groupes de bandits qui opèrent dans la zone. Même si les discussions n'ont pas permis de savoir si des jeunes de la commune ont déjà rejoint les groupes de bandits, l'accentuation de la situation climatique risque d'en inciter certains à le faire.

Chez les jeunes filles et les femmes, les impacts sont encore plus sévères, leurs activités génératrices de revenus étant liées à la production agricole et piscicole des hommes, les laissant dépourvues de leurs propres moyens de subsistance. Elles doivent en outre assumer le lourd fardeau de s'occuper de la famille pendant les périodes de migration des hommes. Le nouveau phénomène d'exode et de migration chez les femmes inquiète les populations car il fragilise certaines familles. En effet, même si les femmes reviennent souvent avec de l'argent, elles rentrent également avec une nouvelle façon de vivre et une envie de repartir pour la plus part.

Face à ces défis majeurs, des actions concertées sont nécessaires pour permettre à ces communautés vulnérables de surmonter les impacts dévastateurs du changement climatique sur leurs moyens de subsistance. Des initiatives locales salutaires sont développées par les jeunes et saluées par les leaders traditionnels et les autorités locales. Mais la crise persiste. Il est donc impératif d'envisager des mesures d'adaptation et de résilience renforcées, impliquant étroitement toute les couches des communautés en étroite collaboration avec les autorités locales. Cela passe notamment par des actions de sensibilisation et de formation, le développement de pratiques agricoles et pastorales qui sont sensibles au changement climatique et qui sont plus durables, la préservation et la protection des ressources naturelles, ainsi qu'un accompagnement ciblé des jeunes filles et garçons pour qu'ils puissent développer des activités économiques alternatives et résilientes.

# Bibliographie

- Amadou Dan Lélé moussa, 2023, aménagement du lac Madarounfa, rapport de stage, 46p
- Alert international, Analyse de conflits liés au changement climatique et aux risques de tensions sévères liés aux changements climatiques dans les régions de Mopti (Mali) et Tillabéry (Niger), Mars 2024
- Cadre National pour les Services Climatique, CNSC\_Niger\_Bulletin\_7\_Bilan\_2023\_Climat-RESSOURCES\_EN\_EAU.p.
- FAO. 2021. Le Niger – Analyse des conflits liés à l’exploitation des ressources naturelles : Note de synthèse. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb6845fr>
- Fiche descriptive Ramsar, mai 2021, Niger : Lac de Madarounfa
- Plan national d’adaptation au changement climatique du Niger, Octobre 2022
- Politique foncière rurale du Niger, plan d’action 2021-2025
- Projet : « Régionalisation de l’Adaptation à Base communautaire au Niger » ABC Maradi, septembre 2018, état des lieux de la pratique de la Régénération Naturelle Assistée (RNA) dans les communes d’intervention du projet ABC- Maradi).
- Prévention et gestion des conflits liés à la gouvernance des ressources naturelles en Afrique de l’Ouest : défis et perspectives. Conférence internationale d’échange sur les pratiques de sécurisation foncière, de gestion des aires protégées, de prévention et de gestion des conflits liés à l’extrémisme violent et au djihadisme à l’échelle nationale et sous régionale en Afrique de l’Ouest, Niamey, 12-14 Novembre 2019
- Studio kalangou, 07/Novembre 2023, 3morts et 7 blessés : le bilan d’un conflit entre agriculteur et éleveurs à Dandja, Maradi
- Youssouf Abdoulaye, VO Afrique, 8 mai 2023, le recul du lac Madarounfa menace des communautés entières au Niger.

# Annexes

**ANNEXE 1 |** Tableau récapitulatif des focus groupe

| FONCTION                | HOMMES     | FEMMES    | 15-35      | 35 +     | OBSERVATION   |
|-------------------------|------------|-----------|------------|----------|---|
| <b>Agriculteurs</b>     | 28         | 0         | 28         | 0        | 4 focus groupes de 7 personnes avec les jeunes agriculteurs de 15 à 35 dans les 5 villages cibles   |
| <b>Éleveurs</b>         | 28         | 0         | 28         | 0        | 4 focus groupes de 7 personnes avec les jeunes éleveurs de 15 à 35 dans les 5 villages cibles   |
| <b>Pêcheurs</b>         | 28         | 0         | 28         | 0        | 4 focus groupes de 7 personnes avec les jeunes agriculteurs de 15 à 35 dans les 5 villages cibles   |
| <b>Apiculteurs</b>      | 7          | 0         | 7          | 0        | Un focus groupe avec les jeunes apiculteurs. Groupe constitué des jeunes des 5 villages cibles  |
| <b>Usagers courants</b> | 0          | 28        | 28         | 0        | 4 focus groupes de 7 jeunes filles et femmes usagés courants du lac (en lien avec les activités du lac) de 15 à 35 dans les 5 villages cibles |
| <b>Jeunes garçons</b>   | 14         | 0         | 14         | 0        | 2 focus groupes avec les jeunes garçons de 15-35ans   |
| <b>Jeunes filles</b>    | 0          | 7         | 7          | 0        | 1 focus groupe de jeunes filles de 15-35ans   |
| <b>Total</b>            | <b>105</b> | <b>35</b> | <b>140</b> | <b>0</b> |   |
|                         | <b>140</b> |           | <b>140</b> |          |   |

**ANNEXE 2 |** Tableau récapitulatif des entretiens individuels

| FONCTION   | HOMMES    | FEMMES   | 15-35     | 35+       | OBSERVATION  |
|--|-----------|----------|-----------|-----------|--|
| <b>Chefs traditionnels</b>                               | 5         | 0        | 0         | 5         | 5 entretiens individuels avec les chefs traditionnels des 5 villages cibles                    |
| <b>Chefs religieux</b>                                   | 5         | 0        | 0         | 5         | 5 entretiens individuels avec les Chefs religieux des 5 villages cibles                        |
| <b>Propriétaires terriens</b>                            | 6         | 1        | 1         | 6         | 7 entretiens individuels avec les Propriétaires terriens autour du lac des 5 villages cibles   |
| <b>Garde nationale</b>                                   | 1         | 0        | 0         | 1         | 1 entretien individuel avec un agent de la garde nationale                                     |
| <b>COFODEP</b>   | 1         | 0        | 0         | 1         | 1 entretien avec un représentant de la commission foncière départementale de Madarounfa        |
| <b>Élevage</b>   | 1         | 0        | 0         | 1         | 1 entretien avec le représentant de la direction départementale de l'élevage                   |
| <b>OSV</b>   | 1         | 0        | 0         | 1         | 1 entretien avec le représentant de l'observation de suivi de vulnérabilité                    |
| <b>Gendarmerie</b>                                       | 1         | 0        | 0         | 1         | 1 entretien avec un représentant de la gendarmerie nationale                                   |
| <b>Croix rouge</b>                                       | 1         | 0        | 0         | 1         | 1 entretien avec le représentant de la Croix rouge   |
| <b>ONG Yau da gobé</b>                                   | 0         | 1        | 1         | 0         | 1 entretien avec le représentant de l'ONG locale Yau da gobé                                   |
| <b>Conseil des jeunes départemental</b>                  | 1         | 0        | 1         | 0         | 1 entretien avec le président du conseil communal de la jeunesse                               |
| <b>Environnement</b>                                     | 1         | 0        | 0         | 1         | 1 entretien avec un représentant de l'environnement  |
| <b>JVE</b>   | 1         | 0        | 1         | 0         | 1 entretien avec le secrétaire exécutif de l'association jeune volontaire pour l'environnement |
| <b>Réseau des jeunes contre le changement climatique</b> | 1         | 0        | 0         | 1         | 1 entretien avec le président du réseau  |
| <b>Total</b>   | <b>26</b> | <b>2</b> | <b>4</b>  | <b>24</b> |  |
|  | <b>28</b> |          | <b>28</b> |           |  |



**IMPACT DU CHANGEMENT  
CLIMATIQUE, DE  
LA DEGRADATION  
ENVIRONNEMENTALE ET  
DES CONFLITS SUR LES  
JEUNES DE LA COMMUNE DE  
MADAROUNFA AU NIGER**